

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 4 : 1918) du

JEUDI 3 JANVIER 1918

Je mentionnais l'autre jour (25 décembre dernier), comme un nouvel et heureux exemple du rapprochement patriotique des partis, la réunion tenue à l'hôtel-de-ville pour l'organisation de la lutte contre le cinéma malsain. Plus significatif encore est le geste qui vient d'être fait par M. Max Hallet, échevin socialiste, au nom des communes de l'agglomération bruxelloise, en faveur des écoles professionnelles et techniques de l'enseignement libre existant dans cette agglomération.

Ces écoles ne peuvent continuer à bénéficier des subsides de l'Etat sans s'adresser au ministère « *activiste* » de l'industrie et du travail ; or, cela, ce serait le reconnaître ; ce serait risquer de le voir s'immiscer dans l'organisation de ces écoles. D'autre part, renoncer aux subsides, ce serait, notamment, réduire à une situation extrêmement dure le personnel de ces établissements. Que faire ? M. Francqui, consulté par le R. P. Rutten, directeur des oeuvres sociales, a eu l'idée originale de convoquer, pour en délibérer, des mandataires autorisés de toutes les

opinions : MM. Paul-Emile Janson, Masson et Franck, députés libéraux ; Bertrand, Wauters et Max Hallet, socialistes ; Beco, Michel Levie et Delacroix, désignés par les catholiques, ont accepté, sur invitation du R. P. Rutten, de se rencontrer à la Société Générale pour examiner avec lui la situation. MM. Dubois, secrétaire général du ministère de l'industrie et du travail ; Stevens, directeur général de l'enseignement industriel et professionnel, et Wauters, inspecteur général du travail, assistaient également à cette entrevue.

Au cours de la discussion, comme l'assemblée paraissait indécise sur la décision à prendre, M. Max Hallet a déclaré que, si l'administration centrale subordonnait l'octroi des subsides à des conditions inacceptables, il se faisait fort d'obtenir des communes de l'agglomération un subside équivalent à celui de l'Etat. M. Francqui, de son côté, a donné au R. P. Rutten l'assurance qu'à défaut des communes, le Comité National (**Note** : de Secours et d'Alimentation) interviendrait.

25 décembre 1917 :

<http://www.idesetautres.be/upload/19171225%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Notes de Bernard GOORDEN.

Max **HALLET** (1864-1941), échevin des finances (1912-1921).